

Loi de règlement



Réunion de la commission des Finances, 29 juin 2016

Valérie Rabault, Rapporteure générale du budget

Loi de règlement 2015

- 1 Une réduction du déficit public plus importante que prévue en LFI
- 2 Un pilotage serré des dépenses de l'Etat
- 3 Des recettes en ligne avec les prévisions
- 4 Une gestion active de la dette de l'Etat permettant de limiter son augmentation
- 5 Les priorités reflétées dans les effectifs de l'Etat

Baisse du déficit public (1/2)

La réduction du déficit public a été en 2015 plus importante que celle adoptée en LFI 2015

- Le déficit public (État + collectivités locales + administrations de sécurité sociale) a été réduit de 0,4 point en 2015

Année	2011	2012	2013	2014	2015
En % du PIB	5,1	4,8	4	4	3,6

- C'est seulement la deuxième fois depuis 2008 que la réduction est plus importante que ce qui avait été prévu
 - ❖ La LFI 2015 prévoyait un déficit public de 4,1% du PIB
- Cette réduction plus importante que prévu a résulté d'une gestion resserrée des dépenses publiques

Baisse du déficit de l'État (2/2)

La polémique avec la Cour des comptes provient d'un changement de périmètre d'analyse par cette dernière d'une année sur l'autre

- ❑ Le déficit de l'État mesuré en comptabilité nationale a été réduit de 4 milliards d'euros.

en milliards d'euros	2011	2012	2013	2014	2015
Déficit en comptabilité nationale	- 91,2	- 81,6	- 69,6	- 75,3	- 71,3

- ❑ Dans sa communication, la Cour des comptes a utilisé la comptabilité budgétaire retraitée des PIA et des autres dépenses exceptionnelles

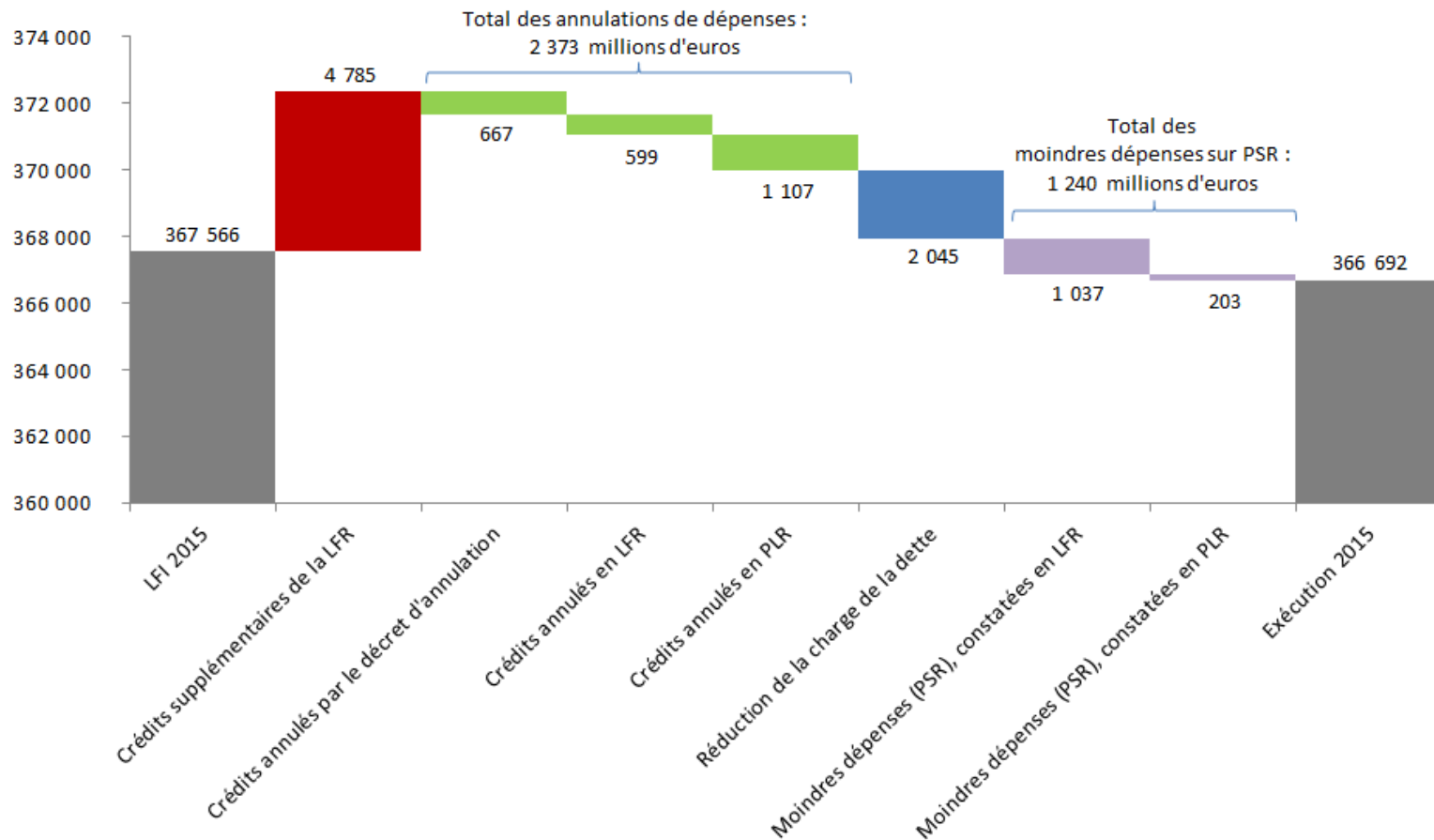
- ❖ Le déficit en comptabilité nationale est mentionné dans le rapport de la Cour. Il s'établit également à 4 milliards d'euros, mais n'est pas indiqué dans son communiqué de presse.
- ❖ En 2015, contrairement à 2014, il n'y a pas eu de lancement de PIA et de dépenses exceptionnelles. L'indicateur utilisé pour la communication de la Cour conduit donc :
 - ❖ À minorer le déficit 2014 : le déficit retraité ressort à 74,3 milliards d'euros au lieu de 85,6 milliards d'euros en comptabilité budgétaire.
 - ❖ À majorer le déficit 2015 : le déficit retraité ressort à 74 milliards d'euros au lieu de 70,5 milliards d'euros en comptabilité budgétaire.

Loi de règlement 2015

- 1 Une réduction du déficit public plus importante que prévue en LFI
- 2 Un pilotage serré des dépenses de l'Etat
- 3 Des recettes en ligne avec les prévisions
- 4 Une gestion active de la dette de l'Etat permettant de limiter son augmentation
- 5 Les priorités reflétées dans les effectifs de l'Etat

Dépenses de l'État (1/2)

L'objectif de dépenses de l'Etat a été parfaitement respecté en 2015



Dépenses de l'État (2/2)

Différents leviers ont été activés pour piloter les dépenses de l'Etat

- ❑ Importante réserve de précaution : un taux record de mise en réserve 11,1 milliards d'euros (9 milliards d'euros au début de l'année et 2,1 milliards d'euros supplémentaires en cours d'année)
- ❑ Respect strict de la norme de dépense pour les dépenses inscrites dans le périmètre de la norme
 - ❖ Norme « zéro valeur » (dépenses égales à celles de l'année précédente) : sous-exécution à hauteur de 100 millions d'euros
 - ❖ Norme « zéro volume » (incluant en plus la charge de la dette notamment) : sous-exécution à hauteur de 2,6 milliards d'euros
- ❑ Suppressions supplémentaires de crédits en cours d'année
 - ❖ parmi ceux déjà mis en réserve : 3,7 milliards d'euros
 - ❖ parmi ceux non consommés et non mis en réserve : 2,1 milliards d'euros
 - ❖ Ce montant diffère des 2.37 milliards d'€ (affichés page 6), car il est brut. Une partie a été compensée par des ouvertures de crédit.

Dépenses de l'État (3/3)

Un périmètre élargi par rapport à 2014

- ❑ Le niveau des reports de crédit en 2015 est quasiment équivalent à celui de 2014
 - ❖ 7,4 milliards d'euros en CP en 2014
 - ❖ 7,8 milliards d'euros en CP en 2015, soit une augmentation de 428 millions d'euros

- ❑ Par rapport à 2014, l'Etat a étendu le périmètre qu'il finance, via des **transferts budgétaires vers la sécurité sociale** à hauteur de 7,6 milliards d'euros en 2015, dont 4,75 milliards d'euros au titre du pacte de responsabilité et de solidarité

Loi de règlement 2015

- 1 Une réduction du déficit public plus importante que prévue en LFI
- 2 Un pilotage serré des dépenses de l'Etat
- 3 Des recettes en ligne avec les prévisions
- 4 Une gestion active de la dette de l'Etat permettant de limiter son augmentation
- 5 Les priorités reflétées dans les effectifs de l'Etat

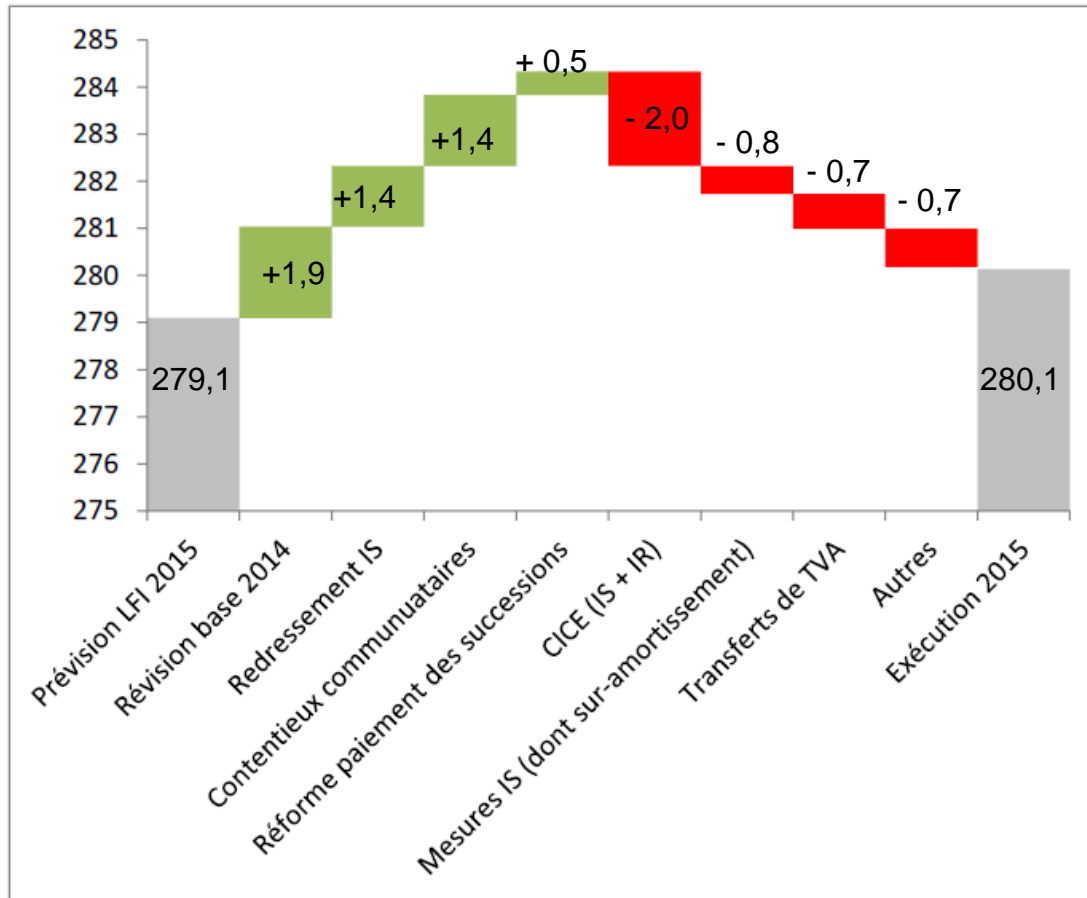
Recettes de l'État (1/2)

Les recettes fiscales nettes de l'État sont en ligne avec les prévisions de la LFI 2015 et leur élasticité à la croissance est désormais proche de l'unité.

Recettes de l'État (en milliards d'euros)	Exécution 2015	Écart par rapport aux prévisions	
		LFI	LFR
Total	294,5	+ 1,2	+ 1
dont impôt sur le revenu (IR)	69,3	+ 0,3	- 0,2
dont impôt sur les sociétés (IS)	33,6	- 0,1	+ 0,1
dont taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	141,8	- 0,8	+ 0,1
dont taxe intérieure sur les produits de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	13,8	- 0,2	- 0,1
dont autres recettes fiscales	21,7	+ 1,9	+ 1,6
Sous-total recettes fiscales nettes	280,1	+ 1	+ 1,3
dont recettes non fiscales	14,4	+ 0,2	- 0,3

Recettes de l'État (2/2)

La base 2014 meilleure que prévu a compensé la montée en charge plus rapide que prévu du CICE.

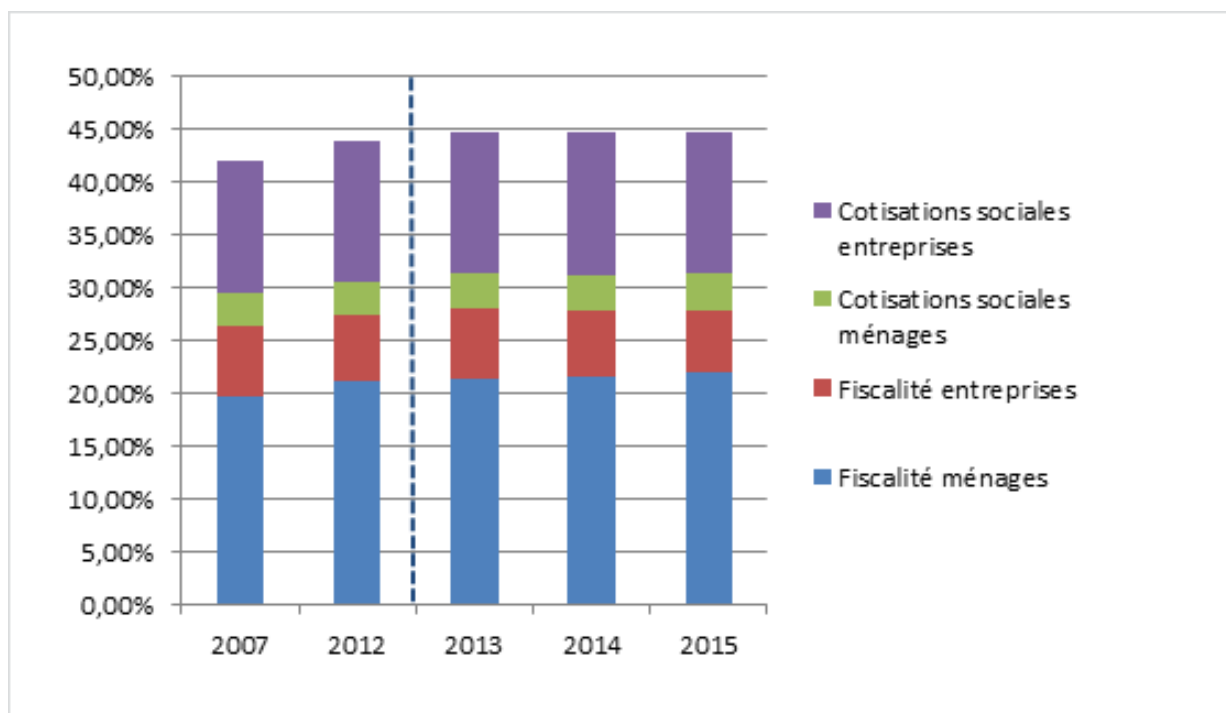


En milliards d'euros

Source : direction du budget – Cour des comptes

Prélèvements obligatoires (1/3)

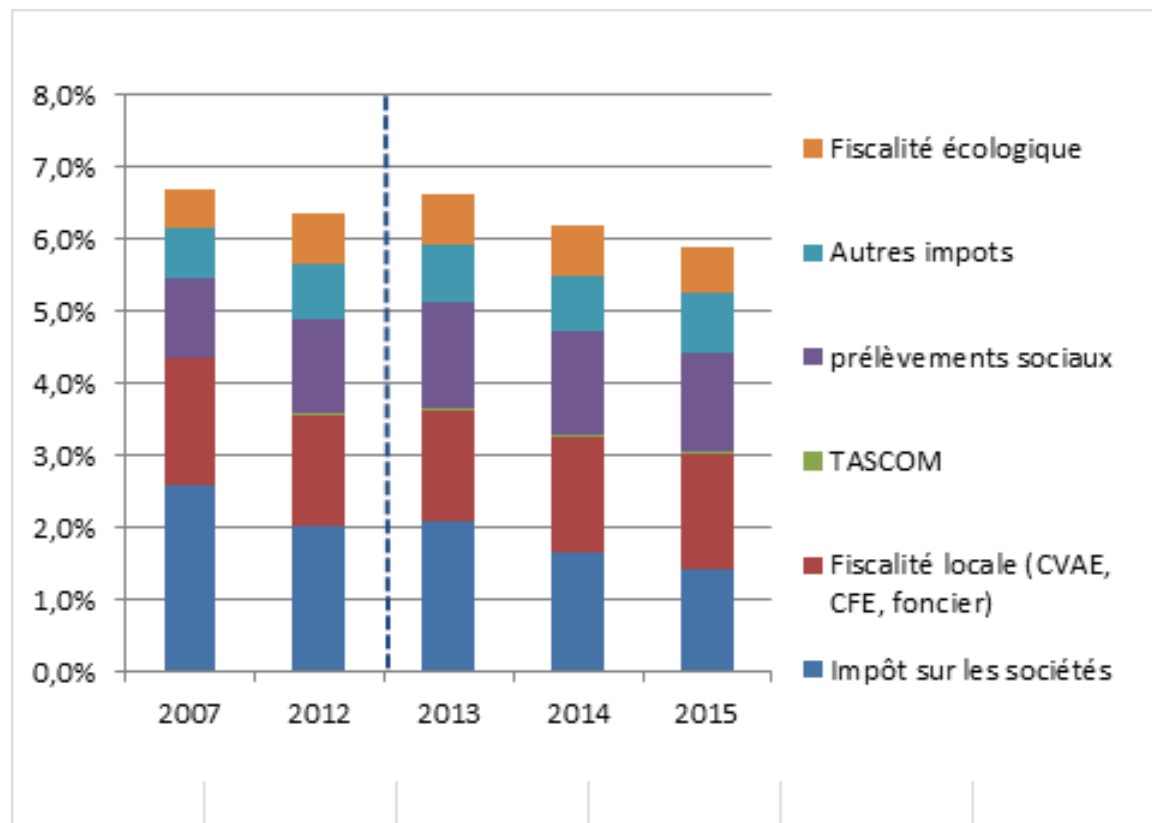
Les prélèvements obligatoires (fiscalité + cotisations), exprimés en points de PIB, ont très légèrement baissé en 2015



Répartition RGB de la fiscalité et des cotisations, entre ménages et entreprises

Prélèvements obligatoires (2/3)

La fiscalité sur les entreprises a baissé de 3,35 milliards d'euros entre 2014 et 2015



En point de PIB, répartition RGB de la fiscalité et des cotisations, entre ménages et entreprises

- Hausse de 1 milliard d'euros de la fiscalité locale entre 2014 et 2015
- Baisse de 4,3 milliards d'euros de l'impôt sur les sociétés entre 2014 et 2015

(INSEE, comptabilité nationale)

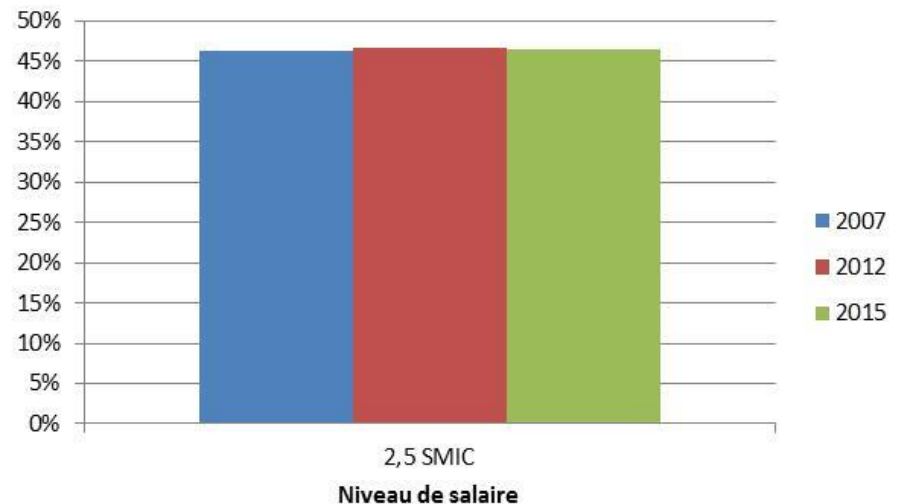
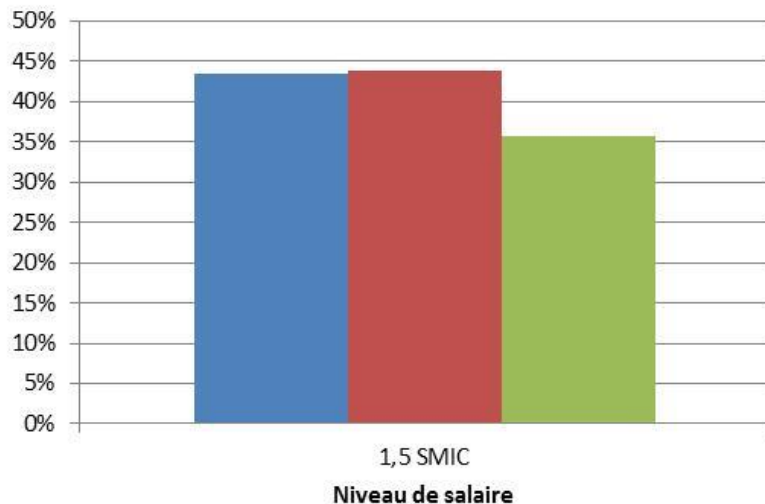
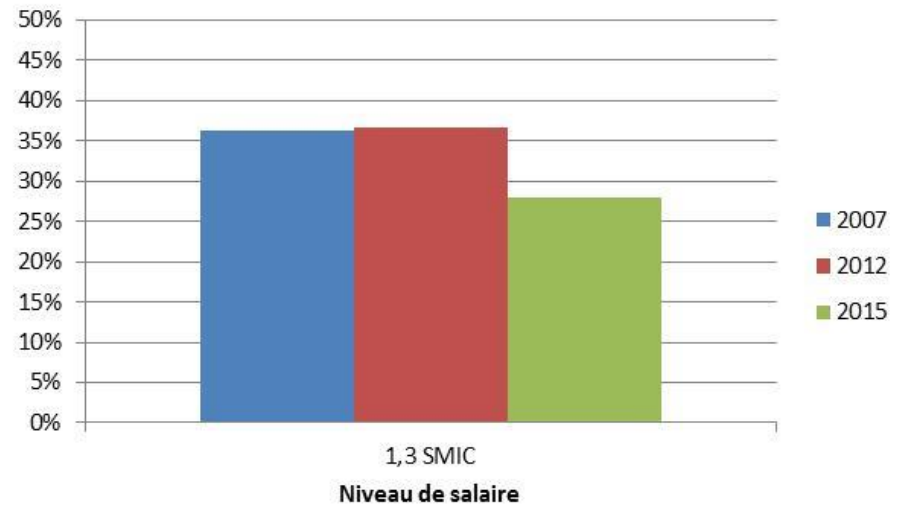
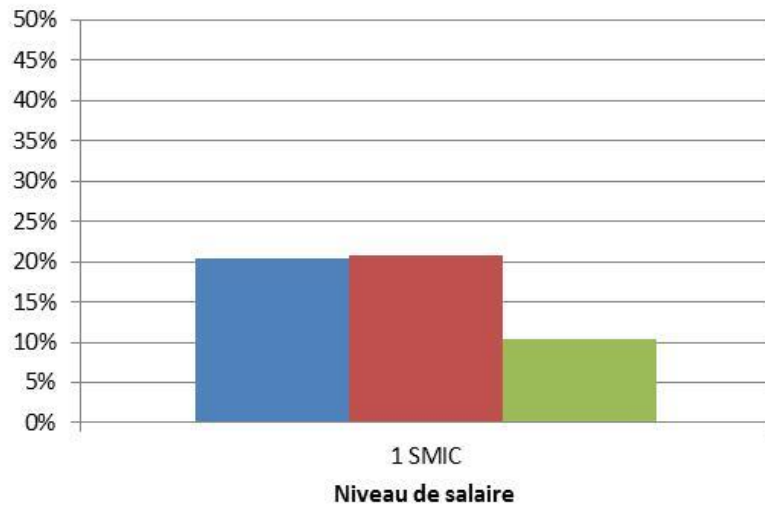
Prélèvements obligatoires (3/3)

La mise en oeuvre du Pacte de responsabilité a conduit en 2015 à une nouvelle baisse des cotisations patronales

- En 2015, le niveau de cotisations patronales résulte
 - ❖ d'une évolution spontanée des cotisations liée notamment à l'augmentation de la masse salariale (+ 2 % en 2015 selon l'ACOSS),
 - ❖ des mesures de baisse de cotisations dans le cadre du pacte de responsabilité (4,7 milliards au titre d'allègements de cotisations patronales entre 1 et 1,6 SMIC + 1 milliard d'euros sur les cotisations familiales des indépendants).

Bilan CICE et pacte de responsabilité

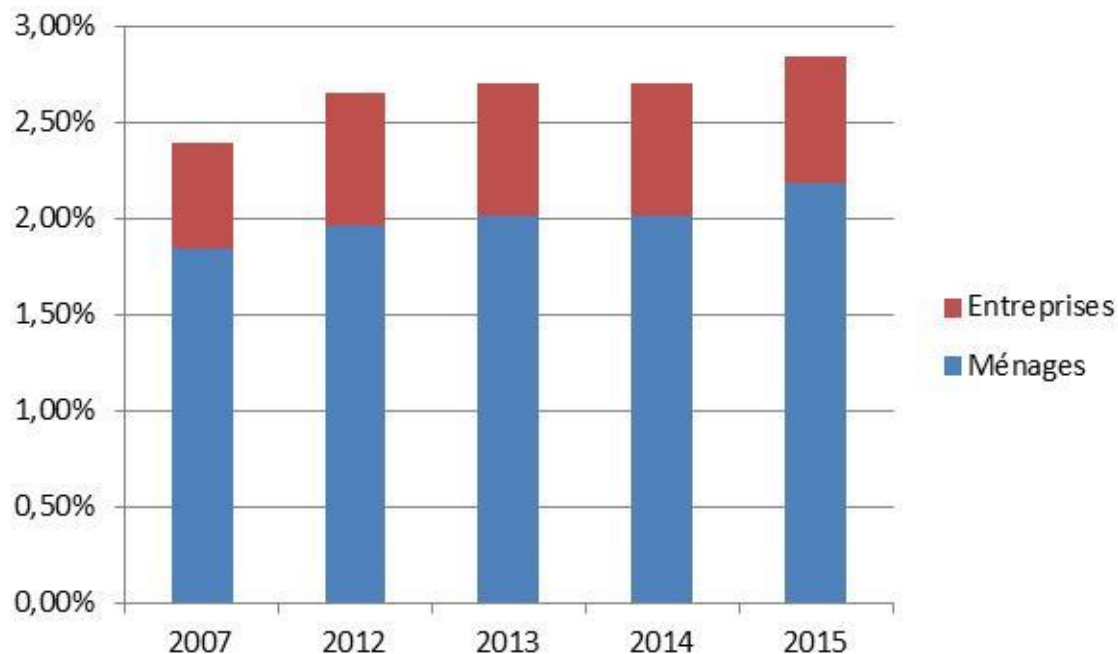
Le CICE et le Pacte de responsabilité ont significativement réduit les cotisations patronales, pour des salaires jusqu'à 2,5 SMIC.



Les graphes montrent le montant de cotisations patronales divisé par le salaire brut

Fiscalité écologique

La fiscalité écologique génère désormais 62 milliards d'euros de recettes fiscales (2,85% du PIB)



En point de PIB, répartition RGB entre ménages et entreprises

Loi de règlement 2015

- 1 Une réduction du déficit public plus importante que prévue en LFI
- 2 Un pilotage serré des dépenses de l'Etat
- 3 Des recettes en ligne avec les prévisions
- 4 Une gestion active de la dette de l'Etat permettant de limiter son augmentation
- 5 Les priorités reflétées dans les effectifs de l'Etat

Dettes

La dette a augmenté moins vite que prévu du fait d'une gestion dynamique de la dette existante

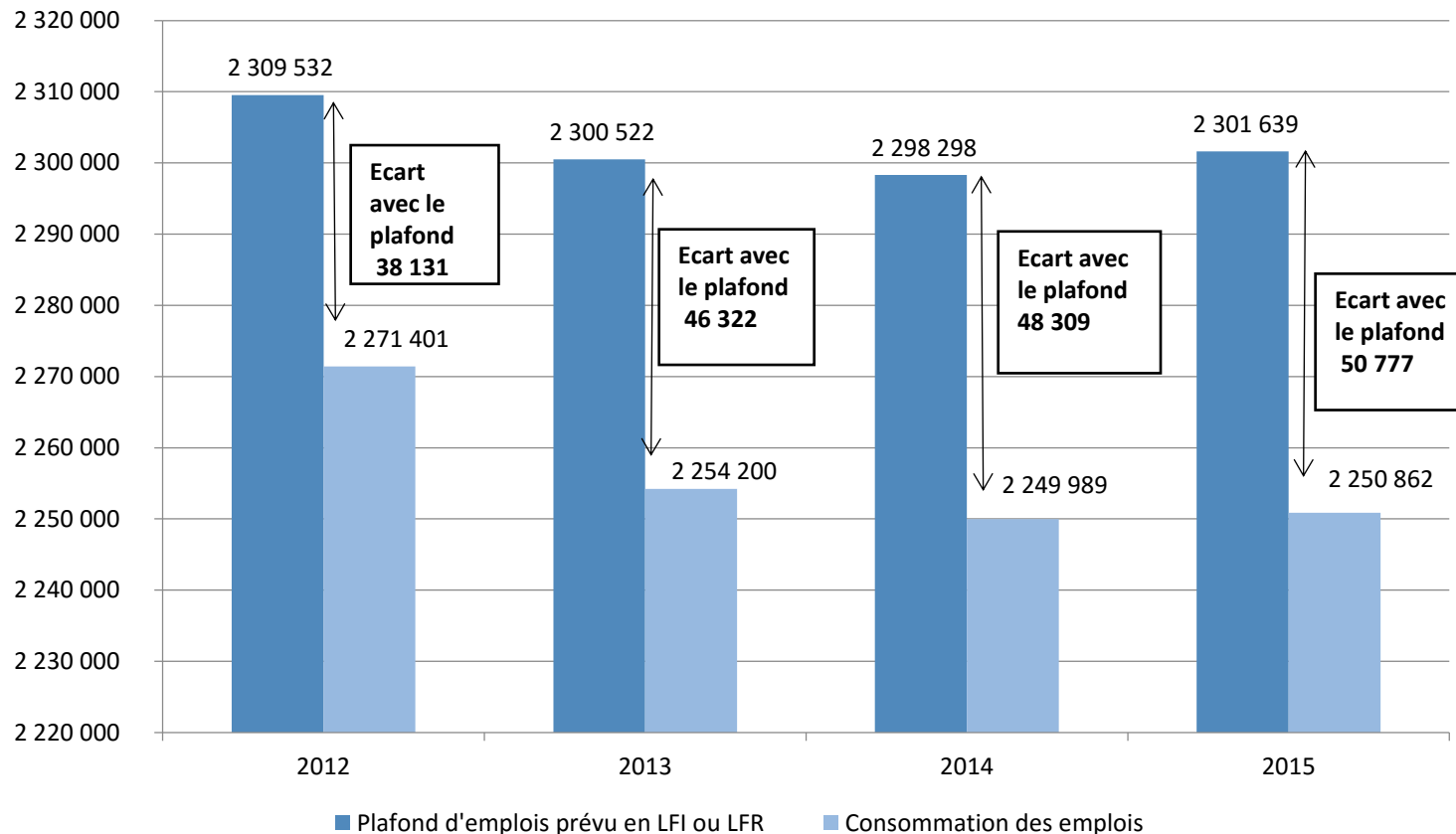
- ❑ La dette de l'Etat progresse « seulement » de 48,8 milliards d'euros en 2015
 - ❖ Avec un déficit budgétaire de 70,5 milliards d'euros, elle aurait dû progresser d'un montant quasiment équivalent
- ❑ La composition de la dette de l'État se modifie légèrement au cours de l'exercice 2015 avec une diminution de la part de titres de court terme, grâce à une politique de rachat active de ces titres (– 22,6 milliards d'euros)
- ❑ Niveau record de primes d'émission, à hauteur de 22,7 milliards d'euros, au lieu d'un niveau moyen de 5,1 milliards d'euros de 2008 à 2014
 - ❖ La politique d'émission de titres à partir de souches anciennes a un impact significatif sur le niveau des primes à l'émission, du fait des taux de marché historiquement bas

Loi de règlement 2015

- 1 Une réduction du déficit public plus importante que prévue en LFI
- 2 Un pilotage serré des dépenses de l'Etat
- 3 Des recettes en ligne avec les prévisions
- 4 Une gestion active de la dette de l'Etat permettant de limiter son augmentation
- 5 Les priorités reflétées dans les effectifs de l'Etat

Effectifs de l'État et de ses opérateurs (1/3)

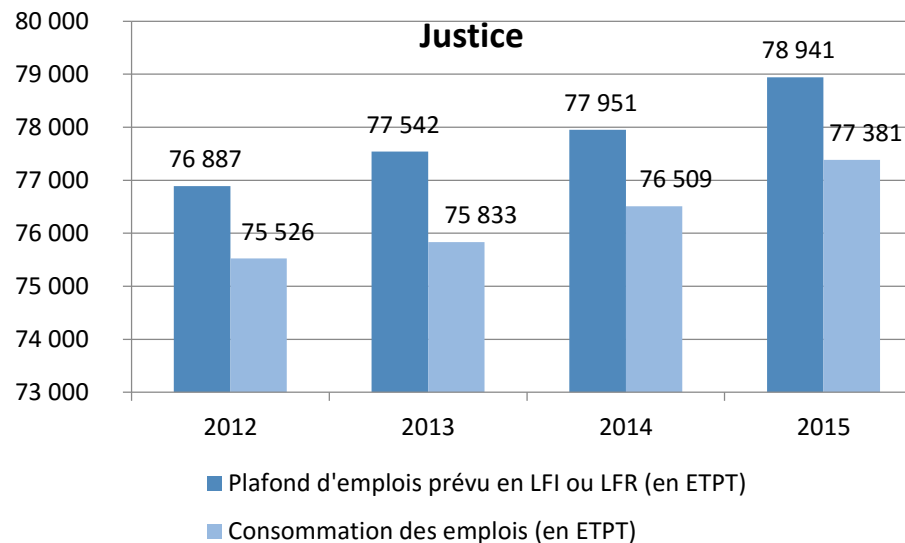
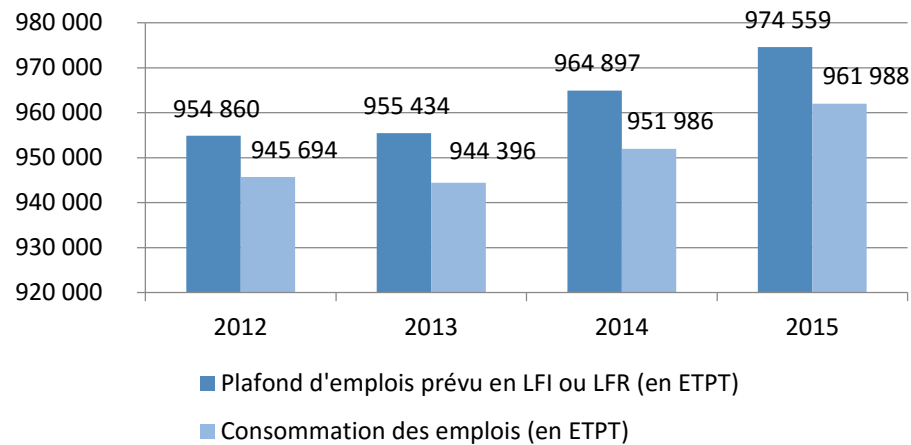
Les effectifs sont stables par rapport à 2014, ainsi que l'écart entre les postes pourvus et les plafonds autorisés



Évolution des effectifs de l'État (2/3)

10 000 postes supplémentaires ont été pourvus en 2015 dans l'éducation nationale, près de 900 à la justice

Éducation nationale



Évolution des effectifs de l'État (3/3)

1500 postes supplémentaires ont été pourvus en 2015 dans la police et la gendarmerie

